Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 301 650 du 15 février 2024
dans les affaires X et X / X

En cause : X

ayant élu domicile : 1. au cabinet de Maître P. JANSSENS
Duboisstraat 43
2060 ANTWERPEN

2. au cabinet de Maître H. DOTREPPE
Avenue de la Couronne 88
1050 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu les requêtes introduites les 2 et 9 juin 2022 par X, qui déclare être de nationalité jordanienne, contre la décision du Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, prise le 5 mai 2022.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance portant détermination du droit de rôle du 8 juin 2022 avec la référence X.

Vu le dossier administratif.

Vu les ordonnances du 7 décembre 2023 convoquant les parties à l'audience du 15 janvier 2024.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me H. DOTREPPE (dans l'affaire n° X) et par Me G. CETINKAYA *loco* Me JANSSENS (dans l'affaire n° X), avocats, et K. GUENDIL, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Double requête

1.1. L'article 39/68-2 de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit : « [l]*orsqu'une partie requérante a introduit plusieurs requêtes recevables à l'encontre du même acte attaqué, ces recours sont joints d'office.*

Dans ce cas, le Conseil statue sur la base de la dernière requête introduite, à moins que la partie requérante n'indique expressément au Conseil, au plus tard à l'audience, la requête sur la base de laquelle il doit statuer. La partie requérante est réputée se désister des autres requêtes introduites ».

1.2. En l'espèce, la partie requérante a introduit deux requêtes recevables à l'encontre de la même décision attaquée et ce, par l'intermédiaire de deux avocats différents ; ces requêtes ont été chronologiquement enrôlées sous les numéros X et X. Lors de l'audience qui s'est tenue en date du 15 janvier 2024, la partie requérante a expressément indiqué au Conseil que ce dernier devait statuer sur la base de la première requête introduite, soit celle enrôlée sous le numéro X.

1.3. Le Conseil constate, partant, le désistement pour ce qui concerne le second recours, enrôlé sous le numéro X, et n'examine que le premier recours, enrôlé sous le numéro X.

2. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de *« refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire »*, prise par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité jordanienne, d'origine palestinienne. Vous êtes enregistré auprès de l'UNRWA et êtes de confession musulmane.

En date du 07/11/2018, vous avez introduit une demande de protection internationale auprès de l'Office des étrangers, à Bruxelles (Belgique), à l'appui de laquelle vous invoquez les faits suivants :

En 2012, vous auriez fait la connaissance à l'université de [A. E.-H.], de la tribu Bani Hamida, avec qui vous auriez entretenu une relation amoureuse, et auriez eu des relations sexuelles.

La relation aurait continué jusque fin 2017, début 2018, période à laquelle [A.] aurait souhaité que vous l'épousiez. Vous auriez refusé, ne vous sentant pas encore prêt à assumer cette responsabilité, notamment au niveau financier.

De son côté, [A.] aurait été mise sous pression par sa famille qui aurait souhaité qu'elle se marie. Comme vous auriez toujours refusé de la demander en mariage, vous et [A.] auriez coupé tout contact à partir de mai 2018.

À la fin du mois d'août 2018, [A.] aurait révélé à sa famille qu'elle a eu des relations sexuelles avec vous.

Le 29 ou 30 août 2018, un des frères d'[A.] et trois autres personnes auraient vandalisé votre magasin de vêtements à Amman. Vous n'auriez pas été présent au moment des faits.

Après votre départ en 09/2018, votre famille aurait déménagé à Al Ramtha. [A.] aurait été tuée.

Une décision tribale aurait été prise en octobre 2018. Vous auriez été condamné à mort par la famille de [A.].

Vous quittez la Jordanie le 10/09/2018, par avion, grâce à un visa touristique pour la Bosnie. Après la Bosnie, vous traversez la Croatie, la Slovénie, l'Italie et la France avant d'arriver en Belgique le 20/11/2018.

Vous déposez les documents suivants à l'appui de votre demande de protection internationale : [1] une copie de votre carte d'identité jordanienne, [2] une copie de votre permis de conduire jordanien, [3] une copie de la carte UNRWA de votre famille et [4] une copie de la décision tribale vous condamnant à mort.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.

Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise à votre égard, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

En date du 29/11/2021, vous avez fait parvenir au CGRA une demande de copie des notes de votre entretien personnel (ci-après NEP). Celles-ci vous ont été envoyées le 24/01/2022. À ce jour, vous n'avez pas transmis au CGRA de remarques concernant le contenu de ces notes. Vos propos peuvent donc vous être valablement opposés.

Aux termes de l'article 1D de la Convention de Genève, auquel il est renvoyé dans l'article 55/2 de la loi du 15 décembre 1980, les personnes qui bénéficient d'une protection ou d'une assistance de la part d'un organisme ou d'une institution des Nations unies autre que le Haut-Commissariat pour les réfugiés, en l'espèce l'UNRWA, doivent être exclues du statut de réfugié. Il ressort de vos déclarations et des pièces que vous déposez que vous étiez enregistré auprès de l'UNRWA en Jordanie (NEP 1, p.5 et copie de votre carte UNRWA, pièce n°3 de la farde verte). Votre enregistrement auprès de l'UNRWA en tant que réfugié de 1948 (NEP 1, p.5) ne signifie toutefois pas que le CGRA doive appliquer ipso facto l'article 1D de la Convention de Genève. En effet, lorsqu'un demandeur de protection internationale a acquis, comme c'est votre cas, la nationalité d'un pays tiers, en l'espèce la Jordanie, il jouit de la protection de ce pays et ne relève dès lors plus de l'article 55/2 de la loi du 15 décembre 1980, lu conjointement avec l'article 1D de la Convention de Genève. Votre demande de protection internationale a donc été examinée au regard des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

Après un examen approfondi de vos déclarations et des pièces déposées par vous, force est de constater que vous n'avez pas fait valoir de manière plausible qu'il existe dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 ou que vous courez un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de cette même loi.

À l'appui de votre demande de protection internationale, vous invoquez la relation intime que vous auriez eue avec [A. E.-H.] durant six ans. Celle-ci aurait révélé à sa famille qu'elle n'était plus vierge et aurait été tuée. Vous seriez de votre côté condamné à mort. Or, ces faits ne sont pas jugés crédibles, pour les raisons suivantes.

D'emblée, remarquons que le CGRA ne remet pas en cause le fait que vous ayez eu une relation, amicale ou amoureuse, avec [A.]. Toutefois, vous n'avez pas convaincu le CGRA quant aux évènements qui auraient mené à votre fuite du pays, en l'espèce la révélation de la relation à la famille d'[A.], qui aurait mené à son meurtre et à votre condamnation à mort par les tribus.

Premièrement, le CGRA ne peut concevoir de raisons pour lesquelles [A.] aurait décidé de dévoiler elle-même à ses parents qu'elle aurait eu des relations sexuelles avec vous, alors qu'elle aurait pertinemment su qu'elle risquait d'être tuée (NEP 2, p.14). À ce sujet, vous expliquez qu'elle aurait avoué les faits afin de justifier son refus de marier un autre homme (NEP 2, p.13). Interrogé quant aux raisons qui l'auraient poussée à révéler qu'elle n'était plus vierge si elle savait qu'elle était tuée, vous vous contentez de répondre qu'il est marqué dans l'acte tribal qu'elle a été tuée (NEP 2, p.14), ce qui ne répond pas à la question qui vous était posée. Force est donc de conclure que vous ne parvenez à expliquer pour quelles raisons elle se serait elle-même dénoncée auprès de ses parents.

Le CGRA estime qu'il est d'autant plus surprenant qu'elle ait choisi de révéler ces informations à sa famille alors que vous auriez rompu trois mois plus tôt. Vous ne parvenez pas non plus à expliquer pour quelles raisons elle aurait choisi ce moment pour annoncer à ses parents qu'elle n'était plus vierge (NEP 2, p.14).

Remarquons par ailleurs qu'[A.] aurait fait des études universitaires ainsi qu'une formation après la fin de ses études (NEP 2, p.11). Au vu de son profil d'éducation et de la prise de risque que la révélation représentait, il est invraisemblable qu'elle ait annoncé à ses parents qu'elle avait eu des relations sexuelles avec vous.

Enfin, vous indiquez à plusieurs reprises ignorer les circonstances dans lesquelles cette révélation aurait eu lieu, parce que vous n'étiez pas chez elle, mais précisez simplement que « des personnes venaient lui demander sa main » (NEP 2, p.13), ce qui est particulièrement vague. Au sujet des personnes qui venaient lui demander sa main, vous déclarez plus tôt au cours de l'entretien que « vous ne pouvez pas répondre » aux éventuelles questions à leur sujet (NEP 2, p.10), en raison du manque de contact entre vous et [A.].

Le CGRA n'estime toutefois pas cette justification suffisante, dans la mesure où vous déclarez que vous aviez des projets de mariage avec [A.] (NEP 2, p.8), bien qu'ils auraient été reportés en raison de votre situation financière. Votre relation était donc assez sérieuse pour que vous vous renseigner au sujet des éventuels autres prétendants de votre petite amie. Le CGRA ne peut dès lors établir les circonstances de la révélation.

Deuxièmement, constatons qu'[A.] aurait pu jouir d'une certaine liberté dans son milieu familial. Ainsi, vous expliquez l'avoir rencontrée dans une université située à 120km de Madaba, ville d'où vous seriez tous deux originaires, et que vous viviez tous les deux à l'université (NEP 1, p.12). Durant vos études, vous expliquez que vous et [A.] ne rentriez qu'une à deux fois par semaine à Madaba (Ibid). Il ressort donc de vos déclarations qu'[A.] jouissait d'une certaine indépendance pendant plusieurs années. Il n'est dès lors pas crédible qu'elle ait donc été tuée en raison de sa relation avec vous, alors que sa famille n'exerçait pas de contrôle constant sur sa vie depuis plusieurs années.

Troisièmement, vous ne vous êtes pas montré convaincant quant aux conséquences qu'aurait eu la révélation pour [A.]. Ainsi, vous êtes incapable d'expliquer les circonstances de la mort d'[A.], que vous n'auriez apprise qu'à la réception de la décision tribale. En effet, vous ignorez quand elle aurait été tuée ainsi que les circonstances de son décès (NEP 2, p.14). Le CGRA n'a de la sorte aucune visibilité sur les circonstances entourant son décès.

Enfin, remarquons que vous n'avez pas cherché à reprendre contact avec elle après que la famille de [A.] aurait appris que vous auriez eu une relation sexuelle avec elle (NEP 2, p.14). La circonstance que vous n'étiez pas dans « une situation qui vous permettait de tenter quelque chose à ce moment-là » (Ibid) ne permet pas d'éclairer pour quelles raisons vous n'auriez pas cherché à savoir ce qui lui est arrivé, au vu des projets de mariage que vous auriez entretenus avec elle pendant plusieurs années. Constatons au surplus que ce serait une amie de [A.] qui vous aurait prévenu que la relation avait été découverte (NEP 2, p.13), et que vous auriez pu tout à fait prendre contact avec elle durant les trois années qui se sont écoulées depuis le meurtre présumé de [A.] afin de savoir ce qu'il s'était passé. Votre désintérêt pour les conséquences qu'auraient eues cette révélation pour [A.] entame sérieusement la crédibilité de votre crainte.

Quatrièmement, attardons-nous sur les dégâts qui auraient été causés à votre magasin par le frère de [A.] et trois complices. Soulignons à ce sujet que vous ne déposez aucun document pouvant former un indice de preuve des dégâts (photos, témoignages, …).

De plus, constatons que vous n'avez à aucun moment cherché à porter plainte à la police après que votre magasin aurait été cassé par le frère de [A.]. Vous ne parvenez pas à avancer d'explications permettant de justifier l'absence de toute démarche visant à vous protéger auprès des autorités jordaniennes, pays dont vous portez la nationalité. En effet, interrogé à ce sujet, vous vous contentez de dire que vous n'étiez pas dans un état pour vous intéresser aux dégâts, et que « de toute façon, la police ne s'intéresse pas à ces histoires » (NEP 2, p.16). Vous déclarez également que « la police ne protège pas la personne » quand des problèmes de ce genre arrive (Ibid). Toutefois, vous ne parvenez à expliquer pourquoi la police ne pourrait vous offrir de protection, dans la mesure où vous êtes un citoyen jordanien. En effet, confronté à ceci, vous répondez une fois de plus par une généralité, en indiquant que vous êtes « palestiniens meme si on est jordaniens ». L'absence de toute démarche visant à obtenir une protection de la part des autorités jordaniennes entame une fois de plus la crédibilité de votre crainte.

Cinquièmement, remarquons le caractère vague et général de vos propos concernant les évènements qui auraient eu lieu après votre départ du pays, en l'espèce les éventuelles recherches dont vous auriez fait l'objet et l'acte tribal vous condamnant à mort.

Questionné au sujet d'éventuelles recherches que la famille de [A.] aurait faites à votre égard après votre départ du pays, vous vous contentez d'expliquer que vous « ignorez les détails », mais que « ce qui est normal, c'est que la famille de la fille fasse des recherches et attend de loin une occasion, elle attend de voir la personne pour lui faire du mal, la famille essaye de surveiller de loin » (NEP 2, p.17). Interrogé alors sur les démarches qu'aurait entreprises la famille de [A.] pour vous retrouver, dans votre cas à vous, vous expliquez vous être éloigné de la situation et savoir uniquement que votre magasin a été cassé, ce qui est loin d'atteindre le niveau de détails et d'individualisation attendu de vous (Ibid).

Quant à l'acte tribal qui vous condamnerait, vous déclarez ne pas connaître les détails parce que le contact aurait été coupé avec la famille (Ibid).

Plus tôt au cours de votre entretien, vous expliquez que celui-ci aurait eu lieu en 2018 et résumez ce qui est contenu dans l'acte écrit, sans apporter la moindre explication supplémentaire. Vous n'êtes en effet pas capable de citer les noms des personnes qui vous représentaient au cours de cet acte. Vous expliquez également que cet acte a été fait en votre absence, et expliquez que, de manière générale, les tribus se réunissent pour régler de tels problèmes. Le CGRA estime toutefois que votre absence du pays ainsi que la rupture temporaire de contact avec votre famille ne permet pas d'expliquer le fait que vous ne puissiez donner davantage de détails sur l'acte tribal. En effet, au cours de votre premier entretien, vous expliquez avoir repris contact avec votre mère, avec qui vous communiquez environ toutes les deux semaines ou tous les mois (NEP 1, p.7). Il ressort donc que vous auriez pu vous renseigner au sujet de la condamnation à mort dont vous faites l'objet.

La copie de l'acte tribal que vous fournissez à l'appui de vos déclarations ne permet pas de renverser la présente décision. En effet, constatons tout d'abord qu'il s'agit d'une copie. Par ailleurs, rien dans ce document, qui ne comporte aucune élément pro-forma ne permet d'établir qu'il s'agit d'un document officiel. Enfin, rien ne permet de lier les auteurs de ce document à la famille de [A.] ou à la vôtre. Dès lors, ce document ne peut être considéré probant.

Vous déposez également une copie de votre carte d'identité et de votre permis de conduire jordanien, qui confirment que vous êtes titulaire de la nationalité jordanienne, que vous êtes né dans ce pays et que vous y avez vécu de manière régulière.

Force est donc de conclure que l'ensemble des documents que vous déposez à l'appui de votre demande de protection internationale ne peuvent renverser le raisonnement développé supra.

Concernant la protection subsidiaire, dans la mesure où vous n'avez formulé aucun moyen pertinent et décisif pour vous voir reconnaître la qualité de réfugié, nous n'apercevons aucun élément susceptible d'établir, sur cette même base, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour en Jordanie vous encourriez un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b) de la loi du 15 décembre 1980 sur les étrangers.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

3. Le cadre juridique de l'examen du recours

3.1. Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général […], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général […] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. […]. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général […] soit la réformer […]* » (Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par le Commissaire général en application de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2011/95/UE »). A ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « *recours effectif devant une juridiction* » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2013/32/UE »).

À cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux Etats membres de veiller « *à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et ex nunc tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE* ».
Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE ») (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 113).

Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

3.2. S'agissant de la charge de la preuve, le Conseil souligne qu'en application de l'article 48/6, § 1er , première phrase, et § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lus notamment au regard de l'article 4, § 1er, de la directive 2011/95/UE précitée, s'il revient, au premier chef, au demandeur de protection internationale de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande, l'autorité compétente, en l'occurrence le Commissaire général, a pour tâche d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur de protection internationale ; pour ce faire, il doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur, et ce conformément à l'article 48/6, § 5, a, à d, de la loi du 15 décembre 1980 (v. dans le même sens l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017).

3.3. Par ailleurs, l'obligation de motivation du Commissaire général ne le contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il encourt un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

Enfin, dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence d'une crainte d'être persécuté ou d'un risque de subir des atteintes graves qui pourraient être établis à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

4. La requête

4.1. Dans la requête introductive d'instance, la partie requérante reprend succinctement les faits de la cause et les rétroactes de la procédure.

4.2. Elle expose un moyen unique pris de la violation des « […] *articles 48/3, 48/4 et 62 de la Loi du 15.12.1980, sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ainsi que l'article 1° de la Convention de Genève du 28.07.1951 sur le statut de réfugiés* […] [et des] *articles 1 à 3 de la Loi du 29.07.1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ainsi que l'erreur manifeste d'appréciation* » (v. requête, p. 2).

4.3. En substance, la partie requérante fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir correctement évalué le bien-fondé de sa demande de protection internationale.

4.4. Au dispositif de sa requête, la partie requérante postule, à titre principal, la réformation de la décision attaquée et la reconnaissance du statut de réfugié. À titre subsidiaire, elle sollicite l'octroi de la protection subsidiaire (v. requête, p. 6).

5. Les documents déposés dans le cadre de la procédure devant le Conseil

5.1. La partie requérante joint à sa requête les documents suivants :

« *1. 6 copies du présent recours*
2. Décision querellée

3. Rapport publié par le Centre de sécurité Bayader » (v. requête, p. 6).

5.2. Par le biais d'une note complémentaire, la partie requérante dépose, à l'audience du 15 janvier 2024, le rapport publié par le Centre de sécurité Bayader du 10 février 2020, l'acte tribal daté du 17 août 2018, et un document intitulé « rapport » du 10 octobre 2018.

Le Conseil prend note du dépôt de ces documents et observe que le premier figure au dossier administratif et a été analysé à ce titre par la partie défenderesse ; et que le second a été joint à la requête et fera l'objet d'un développement ci-après. Le Conseil observe que seules les traductions de ces documents ainsi que le rapport du 10 octobre 2018 constituent de nouveaux éléments dans la présente affaire.

5.3. Le dépôt de ces éléments est conforme aux conditions de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil les prend dès lors en considération.

6. L'examen de la demande sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

6.1. L'article 48/3, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que :

« Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967. »

En vertu de l'article 1er, section A, § 2, premier alinéa, de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et entrée en vigueur le 22 avril 1954 (ci-après dénommée la « Convention de Genève », Recueil des traités des Nations unies, vol. 189, p. 150, n° 2545 (1954)), telle qu'elle est complétée par le Protocole relatif au statut des réfugiés, conclu à New York le 31 janvier 1967, lui-même entré en vigueur le 4 octobre 1967, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui, « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner* ».

6.2. En substance, la partie requérante, d'origine palestinienne et de nationalité jordanienne, fait valoir une crainte à l'égard des autorités tribales et de la famille de son ex-petite-amie en raison de sa relation illégitime avec cette dernière.

6.3. La partie défenderesse refuse de reconnaître la qualité de réfugié à la partie requérante et de lui octroyer la protection subsidiaire pour différents motifs qu'elle développe (v. ci-avant « *1. L'acte attaqué* »).

6.4. À titre liminaire, le Conseil constate que la décision attaquée développe les motifs amenant la partie défenderesse à rejeter la demande de protection internationale de la partie requérante. Cette motivation est claire et permet à la partie requérante de comprendre les raisons de ce rejet. La décision est donc formellement motivée.

Après examen des arguments et pièces soumis à son appréciation, le Conseil constate qu'à l'exception du grief portant sur le profil d'éducation d'A. et la prise de risque que représentait la révélation de sa relation avec le requérant, ainsi que la méconnaissance des circonstances dans lesquelles cette révélation aurait eu lieu, les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif, sont pertinents et suffisent à motiver la décision de la partie défenderesse. Les déclarations de la partie requérante ainsi que les documents qu'elle produit ne sont pas, au vu des griefs relevés par la décision entreprise, de nature à convaincre le Conseil qu'elle relate des faits réellement vécus.

6.5. Le Conseil ne peut accueillir favorablement l'argumentation de la requête sur ces questions dès lors qu'elle n'apporte aucun élément concret et convaincant permettant de remettre en cause la motivation de la décision querellée et ne développe, en définitive, aucun moyen susceptible d'établir le bien-fondé des craintes alléguées.

6.6. Tout d'abord, le Conseil relève que les documents déposés au dossier administratif ainsi qu'au dossier de la procédure, manquent de pertinence et/ou de force probante pour établir la réalité et le bien-fondé des craintes invoquées, sans que les arguments de la requête ne puissent entamer cette conclusion.
6.6.1. Ainsi, à propos des documents présents au dossier administratif, le Conseil se rallie à l'analyse que la partie défenderesse en a faite.

Le Conseil a pris connaissance des critiques émises par la partie requérante quant au transfert de ces documents et observe que ceux-ci figurent effectivement au dossier administratif.

Plus particulièrement, s'agissant de l'acte tribal, la partie requérante fait grief au Commissariat général de l'écarter sans avoir valablement analysé la peine de mort, extrêmement lourde, prononcée pour un crime que le requérant n'a pas commis. Le Conseil constate qu'outre le fait que ce document est une copie de mauvaise qualité, rendant l'appréciation de son authenticité difficile, la formulation extrêmement vague de ce document empêche le Conseil de saisir ce qui est réellement reproché au requérant. En effet, cette décision tribale est rédigée en ces termes : « […] *les parties obligeantes des clans Béni Hamida sont allées prendre le produit et la question d'honneur qui résultaient de son comportement qui avait causé la mort de la jeune fille [A.B. H.], et les clans [B.H.] ont obligés l'autre partie de la condition que le don n'incluse pas le nommé [M.O.] a l'époque, garanti par la prérogative en ne désignant aucun avocat pour celui-ci et en considérant que son sang est a gaspiller et il est recherché pour meurtre et représailles sans entrainer aucune obligation clanique* ». Par ailleurs, le Conseil relève que le patronyme d'A. mentionné dans cet acte tribal est différent de celui que le requérant déclare. Il indique en effet, qu'elle se nomme A. E.-H., membre de la tribu B.H., alors que dans la décision tribale, son patronyme serait B.H., sans référence à sa tribu. Dès lors, le Conseil estime qu'il ne peut être opéré un rattachement suffisamment certain entre ce document et les faits invoqués par le requérant. Enfin, le Conseil constate que la partie défenderesse s'est également fondée à juste titre sur une analyse de la forme et du fond du document pour conclure à son absence de force probante.

La traduction jointe à la note complémentaire déposée à l'audience par la partie requérante n'inverse pas le sens de cette analyse dès lors qu'elle n'est pas plus circonstanciée.
Elle ne s'est donc pas limitée à attendre du requérant qu'il en récite le contenu, contrairement à ce qu'argue la partie requérante.

6.6.2. À propos du rapport publié par le centre de sécurité d'Al Bayader et les traductions jointes à la requête, le Conseil constate qu'il ne suffit à établir que le requérant était persécuté par la famille de sa petite-amie. En effet, si le requérant déclare que son ami Y. a identifié M., un des frères d'A., le Conseil lit qu'il y est indiqué que les auteurs des dégâts occasionnés au magasin du requérant étaient tous masqués. Dès lors, il n'est pas crédible que le frère d'A. ait été identifié dans ces circonstances. Le Conseil constate que la partie requérante reste, à ce stade, en défaut d'identifier l'auteur des persécutions qu'elle allègue, et, partant, d'établir lesdites persécutions (v. dossier administratif, pièce n°7, Notes de l'entretien personnel, ci-après NEP, du 20 janvier 2022, p. 15).

6.6.3. À propos du rapport du 10 octobre 2018 annexé à la note complémentaire du 15 janvier 2024, le Conseil relève qu'il y est fait mention de l'incendie de la maison du requérant alors que ce dernier n'en a jamais fait état aux stades antérieurs de sa procédure de demande de protection internationale. Le requérant a également déclaré, lors de son entretien personnel du 21 novembre 2021, que ses oncles vivent toujours dans la maison familiale, sans faire état d'un incendie ou d'un quelconque problème avant le déménagement de ses parents à Ramtha. À l'audience, interrogé par le président en vertu du pouvoir que lui confère l'article 14, alinéa 3, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du contentieux des étrangers, selon lequel « *le président interroge les parties si nécessaire* », le requérant expose que l'enquête n'a pas abouti et qu'aucune plainte n'a été déposée. Il fait montre de connaissances limitées de la procédure initiée à ce sujet. Ainsi, le Conseil estime que l'incendie du 30 aout 2018 ne peut être tenu pour établi.

6.7. Force est donc de conclure que la partie requérante ne se prévaut d'aucun document réellement probant et déterminant à l'appui de son récit. Si le Conseil relève que les faits en l'espèce invoqués sont par hypothèse difficiles à établir par la production de preuves documentaires, il n'en demeure pas moins que dans ces conditions, il revenait au requérant de fournir un récit présentant une consistance et une cohérence suffisantes au regard de l'ensemble des circonstances de la cause, ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

6.8. Ainsi, s'agissant de la crédibilité du récit de la partie requérante, le Conseil constate, à l'instar de la partie défenderesse, que ses propos concernant les problèmes rencontrés en raison de sa relation illégitime avec A. ne sont pas crédibles.

6.9. Dans sa requête, la partie requérante ne formule aucun argument de nature à remettre en cause ces motifs de la décision attaquée.

Ainsi, la partie requérante se limite, pour l'essentiel à rappeler certaines déclarations de son récit (le requérant et A. ont eu une relation de six ans, il a été condamné par les tribus, il risque d'être exécuté) - rappels qui n'apportent aucun éclairage neuf en la matière compte tenu de l'ensemble des déclarations réellement faites -, et à critiquer l'appréciation portée par la partie défenderesse sur ses déclarations - critique théorique ou extrêmement générale sans réelle portée sur les motifs et constats de la décision -. Le Conseil ne peut se satisfaire d'une telle argumentation, qui ne fournit en définitive aucun élément d'appréciation nouveau, objectif et consistant pour pallier les graves insuffisances qui caractérisent son récit, et notamment convaincre de la réalité des menaces et persécutions nées de la découverte de sa relation avec A.

6.9.1. La partie requérante fait grief au Commissariat général de n'avoir pas tenu compte de la situation du requérant dans son pays d'origine ; elle rappelle que le requérant a eu une relation avec A. Elle affirme également que l'exécution de la peine de mort par pendaison a repris en 2014 en Jordanie ; elle reproche au Commissaire adjoint d'ignorer les preuves apportées afin de prouver les persécutions et les démarches entreprises pour se prévaloir de la protection des autorités jordaniennes, et de ne pas enquêter sur les conséquences de la décision tribale.

Le Conseil relève d'une part que l'assertion selon laquelle la peine de mort par pendaison est exécutée depuis 2014 en Jordanie n'est nullement étayée. Ensuite, le Conseil rappelle que la crainte du requérant n'est pas crédible dès lors qu'il reste en défaut de prouver que les dégâts causés à son magasin sont le fait de M., le frère d'A. En effet, il est invraisemblable que l'employé du requérant ait identifié M. alors que les fauteurs de trouble étaient masqués, selon les dires du requérant. Par ailleurs, les documents rapportés à cet effet ont été valablement analysés par le Commissariat général et par le Conseil en vertu de sa compétence juridictionnelle de plein contentieux.

6.9.2. Au surplus, le Conseil estime que la circonstance que le requérant ne soit pas en mesure d'expliquer la manière dont A. a annoncé leur relation à sa famille, ou encore les circonstances de son décès, amenuit le crédit pouvant être accordé à ses déclarations, d'autant plus que cet évènement est l'élément déclencheur de sa fuite, et des persécutions qu'il dit avoir subies. Le Conseil estime qu'il est invraisemblable que D. n'ait pas été en mesure de renseigner le requérant ou encore que celui-ci n'ait pas interrogé l'amie de sa petite amie sur le sort réservé à la personne avec qui il a eu une relation de près de cinq ans et qu'il comptait épouser. De même, les méconnaissances du requérant quant au décès d'A. relativisent largement le crédit pouvant être accordé aux problèmes que le requérant dit avoir rencontrés à cause de cette relation. Le Conseil estime qu'il est hautement invraisemblable que le requérant ignore quand sa petite-amie a été tuée. Une telle attitude et de telles méconnaissances anéantissent le crédit pouvant être accordé au récit du requérant (v. *ibid*., pp. 13-14).

6.10. Il résulte de ce qui précède que les motifs de la décision attaquée qui constatent le défaut de crédibilité des faits invoqués sont établis et suffisent à fonder la décision de refus de la qualité de réfugié. Le Conseil estime par conséquent qu'il n'y a pas lieu d'examiner plus avant les autres griefs de cette décision ni les arguments de la requête s'y rapportant, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion.

6.11. En conséquence, le Conseil considère que la partie requérante ne démontre pas en quoi la partie défenderesse a violé les dispositions légales et les principes de droit cités dans la requête, ou n'a pas suffisamment et valablement motivé sa décision ou a commis une erreur d'appréciation ; il estime au contraire que la partie défenderesse a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles elle parvient à la conclusion que la partie requérante n'établit pas le bien-fondé des craintes alléguées.

Le Conseil estime qu'en l'espèce ces conditions ne sont manifestement pas remplies, comme le démontrent les développements qui précèdent, et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer au requérant le bénéfice du doute qu'il revendique.

6.12. Il découle de ce qui précède que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

7. Examen de la demande sous l'angle de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

7.1. L'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit :

« *§ 1er. Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4.*
§ 2. Sont considérées comme atteintes graves:
a) la peine de mort ou l'exécution;
b) ou la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine;
c) ou les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international. »

Cet article est la transposition des articles 2, f, et 15 de la directive 2011/95/UE (anciennement 2, e, et 15 de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004).

7.2. Il découle de cet article que pour pouvoir bénéficier du statut de protection subsidiaire, il faut que le demandeur encoure, s'il était renvoyé dans son pays d'origine, un « risque réel ». Cette notion renvoie au degré de probabilité qu'une personne soit exposée à une atteinte grave. Le risque doit être véritable, c'est-à-dire réaliste et non hypothétique.

Le paragraphe 2 précise ce qu'il y a lieu d'entendre par les mots « *atteintes graves* » en visant trois situations distinctes.

7.3. Le Conseil constate que la partie requérante ne fonde pas sa demande sur des faits différents de ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié. Dans la mesure où le Conseil estime que les faits ou motifs invoqués par la partie requérante pour se voir reconnaître la qualité de réfugié manquent de crédibilité ou de fondement, il n'aperçoit en l'espèce aucun élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980.

7.4. Au regard de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante ne développe aucune argumentation de quelque nature que ce soit qui permette de considérer que la situation dans son pays d'origine ou sa région de provenance correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif, ou dans le dossier de la procédure, aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'elle serait exposée, en cas de retour dans son pays, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article.

8. En conclusion, la partie requérante n'établit pas l'existence, dans son chef, d'une crainte fondée de persécution au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ou d'un risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi, en cas de retour dans son pays.

9. La partie requérante sollicite enfin l'annulation de la décision attaquée. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

10. Le droit de rôle indûment acquitté par la partie requérante, à concurrence de 186 €, doit être remboursé.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1er

Les affaires X et X sont jointes.

Article 2

Le désistement d'instance est constaté dans l'affaire X.

Article 3

La partie requérante n'est pas reconnue réfugiée.

Article 4

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Article 5

Le droit de rôle indûment acquitté par la partie requérante, à concurrence de 186 €, doit être remboursé.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quinze février deux mille vingt-quatre par :

G. de GUCHTENEERE,	président de chambre,
P. MATTA,	greffier.
Le greffier,	Le président,
P. MATTA	G. de GUCHTENEERE